



## NOTICE D'INFORMATION A L'ATTENTION DES BENEFICIAIRES POTENTIELS

Règlement (UE) n° 1305/2013 du 17 décembre 2013

### MESURE 4 – INVESTISSEMENTS PHYSIQUES DANS LES EXPLOITATIONS AGRICOLES

#### Type d'opération 4.2

#### « Investissement en faveur de la transformation et la commercialisation des produits agricoles relevant de l'annexe 1 du traité »

Programme de Développement Rural de la Guadeloupe et St Martin 2014-2020

Cette notice vise à vous présenter les principales règles d'accès et de gestion du dispositif d'aide. Elle accompagne le formulaire de demande d'aide. Veuillez la lire attentivement avant de remplir votre demande d'aide

**SI VOUS SOUHAITEZ DES PRECISIONS, CONTACTEZ LE GUICHET UNIQUE Cellule Europe partenariale, Rue Victor Hugues, 97 000 BASSE-TERRE.**

*Veuillez noter que les éléments figurant dans cette notice sont susceptibles d'être ajustés dans le cadre des négociations avec la Commission Européenne sur le Programme de Développement Rural.*

#### SOMMAIRE DE LA NOTICE

- 1 – Caractéristique du type d'opération et principes généraux
- 2 – Qui peut demander une subvention ?
- 3 – Quelles sont les conditions d'admissibilité ?
- 4 – Quels sont les investissements éligibles ?
- 5 – Quelles sont les modalités d'intervention ?
- 6 – Quels sont les engagements à respecter ?
- 7 – Quelles sont vos obligations en matière de publicité de l'aide européenne ?
- 8 – Précisions sur le formulaire à compléter
- 9 – Suite de la procédure
- 10 – Contrôles et conséquences financières en cas de non-respect de vos engagements
- 11 – Traitement de l'information
- 12 – Coordonnées du service instructeur

#### 1 – CARACTERISTIQUES DU TYPE D'OPERATION ET PRINCIPES GENERAUX

Le dispositif intervient dans le financement des investissements matériels et/ou immatériels qui concernent la transformation, la commercialisation et/ou le développement de produits agricoles relevant de l'annexe I<sup>1</sup> du traité ou du coton, à l'exclusion des produits de la pêche. Le résultat du processus de production peut être un produit ne relevant pas de cette annexe.

Le dispositif vise à financer les investissements matériels et immatériels concernant la commercialisation des produits agricoles, l'introduction de technologies et procédures visant à :

- développer en quantité, en diversité, en régularité et en qualité l'offre de produits agricoles transformés pour améliorer l'autosuffisance alimentaire du territoire ;
- ouvrir de nouveaux marchés y compris pour des productions agricoles transformées non alimentaires, notamment celles issues de la chimie verte ;
- créer et / ou moderniser des réseaux locaux de collecte, de réception, de stockage, de conditionnement, de tri et de capacités d'emballage ;
- organiser des espaces de regroupement de l'offre en vue d'améliorer la productivité des circuits de distribution des produits et satisfaire la demande ;
- améliorer les conditions de travail et réduire la pénibilité de certaines tâches ;
- améliorer la productivité du travail ;
- réduire la production de déchets et améliorer le traitement des déchets issus du processus de transformation ;
- mettre en place ou parfaire des installations de traitement des eaux usées lors de la transformation et de la commercialisation ;

<sup>1</sup> Liste en annexe 2 de la notice.

- organiser et mettre en oeuvre de systèmes de gestion de qualité et de sécurité alimentaire, si elles sont liées aux investissements matériels du projet ;
- faire transformer par d'autres intervenants que les exploitations agricoles de la biomasse agricole produite en Guadeloupe et St Martin, hors production d'énergie.

## 2 – QUI PEUT DEMANDER UNE SUBVENTION ?

### - Les agriculteurs ou groupements d'agriculteurs, qu'il s'agisse de personnes physiques ou morales.

#### ► Agriculteurs

- Personnes physiques mettant en valeur une exploitation agricole, y compris les EIRL.
- Personnes morales mettant en valeur une exploitation agricole : SCEA, GAEC, EARL, EURL, SARL, SA, SCI, GFA, SAS, groupement d'employeur, associations, établissements d'enseignement et leurs centres constitutifs, établissements d'expérimentation et de recherche, organismes d'insertion mettant en valeur une exploitation et exerçant une activité agricole.

#### ► Groupements d'agriculteurs

- Les organisations de producteurs (dites « OP ») reconnues au sens de l'article L551-1 du code rural.
- Les sociétés coopératives agricoles au sens du code rural et leurs fédérations (dont les CUMA).
- Les sociétés d'intérêt collectif agricole (SICA) au sens du code rural.
- Les groupements d'intérêt économique de structures agricoles reconnues au sens du code rural.
- Les associations d'agriculteurs.
- Les groupements d'intérêt économique et environnemental (GIEE) constitués d'agriculteurs.

### - Les autres entreprises privées ou publiques.

### - Les collectivités publiques et leurs groupements.

Les bénéficiaires doivent projeter ou exercer une activité de stockage ou de conditionnement ou de transformation de produits agricoles relevant de l'annexe I du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne (à l'exception des produits de la pêche) et en réaliser la commercialisation (produits agricoles ou produits issus de cette activité).

## 3 – QUELLES SONT LES CONDITIONS D'ADMISSIBILITE ?

En application de l'article 45 du règlement (UE) n°1305/2013, pour être admissibles au bénéfice d'un soutien du Feader, les opérations d'investissement sont précédées d'une évaluation de l'impact attendu sur l'environnement, en conformité avec la législation spécifique applicable à ce type d'investissements, lorsque les investissements sont susceptibles d'avoir des effets négatifs sur l'environnement.

L'Autorité de Gestion peut accepter qu'une opération soit mise en oeuvre en dehors de la zone couverte par le programme, mais au sein de l'Union, à condition que l'ensemble des conditions précisées à l'article 70 du règlement (UE) n° 1303/2013 soient remplies.

### **ATTENTION**

#### **Cas des entreprises transformant des produits de l'annexe I en produits hors annexe I :**

Ces projets ne relèvent pas de l'article 42 du TFUE<sup>2</sup> et le financement est soumis aux règles d'aide d'Etat.

Le bénéficiaire doit présenter une demande d'aide écrite avant le début des travaux liés au projet ou à l'activité en question. On entend par début des travaux, soit le début des travaux de construction liés à l'investissement, soit le premier engagement juridiquement contraignant de commande d'équipement ou tout autre engagement rendant l'investissement irréversible, selon l'événement qui se produit en premier. L'achat de terrains et les préparatifs tels que l'obtention d'autorisations et la réalisation d'études de faisabilité ne sont pas considérés comme le début des travaux.

#### **Pour tous les autres cas**

À l'exception des frais généraux au sens de l'article 45, paragraphe 2, point c) du règlement (UE) n°1305/2013, seules les dépenses qui ont été effectuées après la date de dépôt de la demande à la cellule Europe partenariale sont considérées comme admissibles (article 60.2 du règlement (UE) n°1305/2013).

L'agriculteur doit :

- disposer d'un SIRET avec un code APE en relation avec son activité agricole ;

<sup>2</sup> Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne

- être à jour de ses cotisations sociales ;
- être à jour vis-à-vis de l'administration fiscale ;
- justifier de la maîtrise du foncier ;
- disposer au moment de sa demande d'un Kbis à jour de moins de 3 mois s'il est une personne morale.

Le groupement d'agriculteurs ou l'entreprise doit :

- être à jour de ses cotisations sociales ;
- être à jour vis-à-vis de l'administration fiscale.

Si le bénéficiaire est un agriculteur, l'investissement doit être prévu dans un plan de développement (PDE-JA, PAD, ou PGE). S'agissant du PGE, ce critère s'applique pour les opérations dont le coût total est supérieur à 80 000 € HT.

Pour les bénéficiaires autres que les collectivités et les agriculteurs, un plan d'entreprise établi sur 3 ans doit être fourni.

Les contenus attendus de ces plans sont précisés à la section 8.1 du PDRG Sm « *description des conditions générales appliquées à plus d'une mesure* ».

La transformation des produits hors annexe I du TFUE, en tant que produit entrant à transformer n'est pas éligible à la sous-mesure 4.2. Elle est cependant admissible dans la mesure où les produits hors annexe 1 constituent moins de 50% de la production dans l'opération de transformation et sont nécessaires pour des raisons de transformation.

#### 4 – QUELS SONT LES INVESTISSEMENTS ÉLIGIBLES ?

En application de l'article 17 du règlement (UE) n° 1305/2013, les investissements matériels et/ou immatériels éligibles améliorent la performance globale et la durabilité de l'exploitation agricole.

La TVA n'est pas éligible, à moins qu'elle ne soit pas récupérable.

Les dépenses de fonctionnement sont exclues de l'aide.

##### Dépenses éligibles

- La construction, l'acquisition, notamment par crédit-bail, ou l'amélioration de biens immeubles ;
- L'achat ou la location-vente de matériels et équipements neufs ou d'occasion, jusqu'à concurrence de la valeur marchande du bien. Les autres coûts liés au contrat de crédit-bail ne sont pas des dépenses éligibles : la marge du bailleur, les coûts de refinancement d'intérêts, les frais généraux et les frais d'assurance ;
- les frais généraux liés aux dépenses visées aux deux points précédents, que sont les honoraires d'architectes, rémunérations d'ingénieurs y compris les coûts liés aux études de faisabilité. Les études de faisabilité demeurent des dépenses éligibles, même lorsque compte-tenu de leurs résultats, aucune dépense visée aux points (a) et (b) n'est engagée ;

Le montant total des frais généraux est plafonné à 10% du montant total des dépenses éligibles.

- les investissements immatériels suivants : acquisition ou développement de logiciels informatiques et acquisition de brevets, licences, droits d'auteur et marques commerciales.

Les études de faisabilité ne peuvent être présentées seules à l'exception des cas suivants :

- Les études démontrant qu'un projet n'est pas réalisable
- Les études liées à des projets complexes ; la complexité du projet devra être examinée par l'Autorité de Gestion.

##### Dépenses exclues

- Les véhicules roulants de type 4X4 ou véhicules légers ne sont pas éligibles ;
- Les véhicules utilitaires ne sont pas éligibles hormis les véhicules réfrigérés.

Outre les dépenses inéligibles prévues par la réglementation européenne et le PDRG Sm, sont également inéligibles les charges et les dépenses suivantes :

- amendes et sanctions pécuniaires ;
- pénalités financières ;
- réductions de charges fiscales ;
- frais de justice et de contentieux, tels que définis par le code de procédure pénale, ne relevant pas de l'assistance technique au sens de l'article 59 du règlement (UE) n° 1303/2013 ;
- dotations aux amortissements et aux provisions, à l'exception des dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles relevant du compte n° 6811 du plan comptable général ;
- charges exceptionnelles relevant du compte n° 67 du plan comptable général ;
- dividendes ;
- frais liés aux accords amiables et les intérêts moratoires dans le cadre de contrat ayant pour objet l'exécution de travaux, la livraison de fournitures ou la prestation de services, avec une contrepartie économique constituée par un prix ou un droit d'exploitation.

Les investissements de simple remplacement ne sont pas éligibles. Néanmoins, l'acquisition d'un bien en remplacement d'un bien

entièrement amorti au plan comptable selon les normes comptables en vigueur est éligible.

Le remplacement d'investissements devenus obsolètes ou endommagés au cours de la période minimale fixée à l'article 71 du règlement (UE) n° 1303/2013 est possible, à condition que les nouveaux investissements soient acquis à un prix supérieur au prix de revente de l'ancien matériel et que les nouveaux investissements soient conservés jusqu'à la fin de la période minimale d'engagement. Toutefois, aucune aide ne pourra être accordée pour financer ces nouveaux investissements.

Les dépenses d'achat de matériel d'occasion sont éligibles lorsque le matériel n'a pas déjà été soutenu par une aide européenne au cours des cinq dernières années, à condition que :

- a) le vendeur du matériel fournisse une déclaration sur l'honneur (datée et signée) accompagnée de la copie de la facture initiale relative à l'achat de matériel ;
- b) le vendeur mentionné au a ait acquis le matériel neuf ;
- c) le prix du matériel d'occasion n'excède pas sa valeur sur le marché et soit inférieur au coût de matériel similaire à l'état neuf. Cette condition est justifiée sur la base d'au moins deux devis ou sur la base d'un autre système approprié d'évaluation tel que des coûts de référence pour un matériel équivalent ;
- d) le matériel présente les caractéristiques techniques requises pour l'opération et soit conforme aux normes applicables.

L'achat d'un fonds de commerce et l'acquisition des actifs d'un établissement existant, y compris la reprise d'une exploitation agricole dans le cadre de l'installation, ne sont pas considérés comme un achat de matériel d'occasion.

## 5 – QUELLES SONT LES MODALITES D'INTERVENTION ?

Le taux d'aide publique sur le montant total des dépenses éligibles est modulé selon les principes suivants :

- 50 % pour les entreprises existantes hormis les groupements d'agriculteurs
- 75 % pour les groupements d'agriculteurs
- 75 % pour les entreprises nouvellement créées
- 75 % pour des activités nouvelles au sein d'entreprises existantes
- 75 % pour les collectivités publiques et leur groupement

L'entreprise est considérée comme nouvellement créée si :

- elle est active au répertoire SIRENE depuis moins de 12 mois à la date de la demande d'aide ;
- elle n'est pas issue d'une concentration, restructuration, extension ou reprise d'activité déjà existante par le même bénéficiaire.

Une entreprise existante doit être active au répertoire SIRENE depuis 12 mois ou plus de 12 mois à la date de la demande d'aide.

Pour des entreprises existantes, l'activité est considérée comme nouvelle si les deux conditions sont remplies :

- elle n'a jamais été réalisée par l'entreprise au moment de la demande d'aide ;
- elle correspond à l'élaboration d'un nouveau produit au sein de l'entreprise.

L'amélioration du processus de transformation ou un nouveau concept marketing appliqué à un produit existant au sein de l'entreprise ne constitue pas une nouvelle activité au sein de l'entreprise.

### **Pour les projets de transformation où le produit sortant est hors annexe I du TFUE, le financement est soumis aux règles d'état et un régime d'aide sera utilisé selon la nature du projet :**

- un régime d'aides exempté de notification au titre du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014, ou au titre du règlement (UE) n° 702/2014 de la Commission du 25 juin 2014,
- ou un régime notifié en vertu de l'article 108, paragraphe 3 du Traité,
- ou le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.

Dans tous les cas, l'aide maximale selon ces règles est d'application dans la limite des taux indiqués ci-dessus.

Le montant maximum d'aide publique par opération est de 2 200 000 €.

Pour les projets d'infrastructure de commercialisation d'intérêt régional portés par le Conseil Régional et visant le regroupement de l'offre des produits agricoles, le montant plafond d'aide publique est porté à 6 000 000 €.

Ce dispositif est :

- non combinable avec un financement national complémentaire de défiscalisation ;
- combinable avec un financement national complémentaire de TVA NPR dans la limite du taux d'aide publique selon les bénéficiaires susmentionnés dans le tableau.

Les bénéficiaires peuvent demander le versement d'une avance à concurrence de 50% de l'aide publique liée à l'investissement.

Le paiement d'avance est subordonné à la constitution d'une garantie bancaire ou d'une garantie équivalente correspondante à 100% du montant de l'avance. En ce qui concerne les bénéficiaires publics, les avances sont versées aux communes, aux autorités régionales et à leurs associations, ainsi qu'aux organismes de droit public.

Une facilité fournie comme garantie par une autorité publique est considérée comme équivalente à la garantie visée au paragraphe susmentionné pour autant que ladite autorité s'engage à verser le montant couvert par cette garantie si le droit au montant avancé n'a pas été établi.

La garantie peut être libérée lorsque l'organisme payeur compétent constate que le montant des dépenses réelles correspondant à la participation publique liée à l'opération dépasse le montant de l'avance.

### **Contribution FEADER**

La contribution du FEADER sera de 85% du montant des dépenses publiques éligibles.

## **6 – QUELS SONT LES ENGAGEMENTS A RESPECTER ?**

1. Informer le service instructeur préalablement de toute modification de ma (notre) situation, de la raison sociale de ma (notre) structure ou du projet ;
2. permettre / faciliter l'accès à mon (notre) entreprise aux autorités compétentes chargées des contrôles pour l'ensemble des paiements que je sollicite (nous sollicitons) pendant au minimum 5 ans à compter du paiement final de l'aide ;
3. ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le plan de financement du projet, sans en informer le service instructeur ;
4. Poursuivre, le cas échéant, mon (notre) activité agricole au sens de l'article L311-1 du code rural pendant 5 ans à compter du paiement final de l'aide ;
5. signaler au guichet unique toute erreur que je constate (nous constatons) dans le traitement de ma (notre) demande ;
6. respecter les obligations de publicité, et apposer le logo européen, accompagné de la mention « *fonds européen agricole pour le développement rural : l'Europe investit dans les zones rurales* » sur tous les supports de communication ou d'information afférents au projet ;
7. respecter les normes minimales requises dans le domaine de l'environnement, de l'hygiène et du bien-être des animaux, applicables à l'investissement pendant une durée de 5 ans à compter du paiement final de l'aide ;
8. maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique à celui prévus dans la demande d'aide, les investissements aidés pendant une durée de cinq ans à compter du paiement final de l'aide ;
9. me (nous) soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place prévus par la réglementation ;
10. détenir, conserver, fournir tout document permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération et des engagements, demandé par l'autorité compétente pendant 10 années à compter du paiement final de l'aide : factures et relevés de compte bancaire pour des dépenses matérielles, ...).

## **7 – QUELS SONT LES OBLIGATIONS EN MATIERE DE PUBLICITE DE L'AIDE EUROPEENNE ?**

En application des dispositions de l'article 13, paragraphe 2 du règlement (UE) n°808/2014, le bénéficiaire d'une aide du FEADER doit informer le public du soutien obtenu conformément aux modalités définies à l'annexe III du Règlement (UE) n°808/2014 et dans les actes modificatifs du règlement pré-cités.

Toutes les actions d'information et de communication menées par le bénéficiaire témoignent du soutien octroyé par le FEADER à l'opération par opposition :

- de l'emblème de l'union, conformément aux normes graphiques présentées à l'adresse suivante : [http://europa.eu/about-eu/basic-information/symbols/flag/index\\_fr.htm](http://europa.eu/about-eu/basic-information/symbols/flag/index_fr.htm) ;
- d'une mention faisant référence au soutien du FEADER « **Fonds européen agricole pour le développement rural : l'Europe investit dans les zones rurales** ».

Lorsqu'une action d'information ou de publicité a trait à une ou à plusieurs opérations cofinancées par plusieurs fonds, la référence prévue au point b) peut être remplacée par une référence aux Fonds Européens Structurels et d'Investissements (FESI).

Pendant **la mise en œuvre d'une opération**, le bénéficiaire informe le public du soutien octroyé par le FEADER :

1. en indiquant sur son éventuel site web à usage professionnel, dès lors qu'un tel site existe, et quand un lien peut être établi entre ledit site et le soutien apporté à l'opération, une description succincte de l'opération, proportionnée au niveau de l'aide, y compris de sa finalité et de ses résultats, et mettant en lumière le soutien financier apporté par l'Union ;
2. en apposant lors de la réalisation de l'opération en un lieu aisément visible du public (entrée du site ou du bâtiment) :
  - **Pour les opérations bénéficiant d'un soutien public total supérieur à 50 000 €** : une affiche ou une plaque solide présentant des informations sur l'opération (dimension minimale [A3] (42 x 29,7 cm) et mettant en lumière le soutien financier apporté par l'Union.
  - **Pour les opérations d'infrastructures ou de constructions et bénéficiant d'un soutien public total supérieur à 500 000 €** : un panneau temporaire de dimension minimale [A1] (84 x 59,4 cm) mentionnant le concours financier apporté par l'Union Européenne.

**Au plus tard trois mois après l'achèvement d'une opération**, le bénéficiaire appose une plaque ou un panneau permanent de dimension minimale [A1] (84 x 59,4 cm) , en un lieu aisément visible par le public, pour chaque opération satisfaisant aux critères suivants :

- l'aide publique totale octroyée à l'opération dépasse 500 000 € ;
- l'opération porte sur l'achat d'un objet matériel ou sur le financement de travaux d'infrastructure ou de construction.

Ce panneau indique le nom et l'objectif principal de l'opération et met en évidence le soutien financier de l'Union.

Les affiches, panneaux, plaques et sites web comportent la description du projet/de l'opération et les éléments suivants : l'emblème de l'Union et une mention faisant référence au soutien du FEADER. Ces informations occupent au moins 25% du panneau, de la plaque ou du site web. Pour plus de précisions, vous pouvez consulter le guide « communication » du PDRG Sm 14/20.

## 8 – PRECISIONS SUR LE FORMULAIRE A COMPLETER

Vous devez compléter tous les volets du formulaire en renseignant les rubriques prévues à cet effet, en cochant les cases dédiées correspondant à votre situation ou en complétant les sections dans lesquelles des précisions sont demandées lorsque la case « oui » a été cochée (section « critères de suivi évaluation du projet » par exemple).

Sections	Précisions
Identification du demandeur	<p>Tous les entrepreneurs individuels ou les personnes morales immatriculées au registre du commerce et des sociétés, au répertoire des métiers, employeur de personnel salarié, soumis à des obligations fiscales ou bien bénéficiaires de transferts financiers publics, disposent d'un n° SIRET.</p> <p>Si vous ne connaissez pas votre n° SIRET, vous pouvez le retrouver sur le site internet gratuit « infogreffe.fr » rubrique « informations entreprises ».</p> <p>Si vous êtes un agriculteur mais vous n'êtes pas immatriculé, veuillez-vous adresser au Centre de Formalités des Entreprises (CFE) de la Chambre d'agriculture.</p> <p>Pour les personnes physiques : compléter la demande d'aide par un n° PACAGE. Le numéro PACAGE est attribué par la DAAF de GUADELOUPE.</p> <p>La notion de représentant légal est une notion essentielle en matière de droit. Les pouvoirs publics, avant d'allouer une aide financière, doivent s'assurer que la personne physique qui signe la demande de subvention, a bien la capacité légale à engager la personne morale qu'elle représente.</p>
Caractéristiques de l'exploitation	<p><u>Calcul de la PBS</u></p> <p>Les coefficients de PBS représentent la valeur de la production potentielle par hectare ou par tête d'animal présent hors toute aide. Ils sont exprimés en euros. La nomenclature de ces coefficients, établie au niveau européen, est parfois assez agrégée.</p> <p>Après multiplication des données de structure (surface, nombre de têtes) par les coefficients de PBS correspondants, on calcule la PBS totale de l'exploitation.</p> <p>Vous retrouverez les informations utiles (document explicatif « <i>Production brute standard et nouvelle classification des exploitations agricoles</i> » et le tableau des coefficients PBS 2010) dans l'encadré</p>



	<p>méthodologique à l'adresse suivante :</p> <p><a href="http://agreste.agriculture.gouv.fr/enquetes/structure-des-exploitations-964/enquete-structure-2013/">http://agreste.agriculture.gouv.fr/enquetes/structure-des-exploitations-964/enquete-structure-2013/</a></p> <p>Vous pouvez également utiliser le fichier excel nommé « calcul PBS » fourni par l'Autorité de Gestion.</p>
Critères d'évaluation du projet	<p>L'article 17.1.a) du règlement (UE) n°1305/2013 relatif aux investissements physiques stipule que l'aide européenne doit concourir à « <i>améliorer la performance globale et la durabilité de l'exploitation agricole</i> ». La performance est entendue au sens des trois piliers du développement durable : performance économique, environnementale ou sociale.</p> <p>Les informations relatives à la performance et la durabilité de l'exploitation ou du projet sont renseignées dans la section « critères d'évaluation du projet ».</p> <p>Vous devez décrire l'évolution des critères environnementaux, économiques et/ou sociaux auxquels répond votre projet en précisant leur état avant et après la mise en œuvre du projet. Vous pouvez retenir des indicateurs quantitatifs et/ou qualitatifs de votre choix. Ceux-ci devront être justifiés à l'aide de pièces à joindre à votre demande d'aide. Ces justificatifs peuvent s'appuyer sur les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- données de référentiels existants (études, publications, référentiels) comme, par exemple, les études sur la diminution de consommation de produits phytosanitaires, les références zootechniques sur la production des animaux, les calculs sur les économies d'intrants ou des données d'étude sur les économies d'énergie ;</li> <li>- diagnostic de durabilité relatif au projet indiquant l'impact sur un ou plusieurs des items (par exemple, diagnostic Diaterre, Dixel, etc.) ;</li> <li>- plan d'entreprise contenant des éléments financiers nécessaires à l'analyse des critères dits économiques (plan d'entreprise installation, dossier fourni à la banque lors de la demande de prêt) ;</li> <li>- engagement dans une démarche reconnue au niveau national (AB, certification environnementale HVE, etc.)</li> <li>- autres éléments que vous jugerez utiles.</li> </ul> <p>Dans tous les cas, le demandeur doit indiquer l'impact attendu du projet sur son entreprise avec des données avant et après projet.</p>
Plan de financement prévisionnel du projet	<p>La contribution du FEADER est de 85% du montant des dépenses publiques éligibles.</p> <p>Les taux d'aide sont présentés au point 5 de la présente notice.</p> <p>Toutes les rubriques doivent impérativement être renseignées.</p>
Liste des pièces justificatives	<p><u>Dossier de présentation de l'opération</u></p> <p>Il est demandé à l'entreprise de ne pas se limiter au simple descriptif d'un plan d'investissement mais de présenter un projet, ce dernier s'inscrivant dans une approche globale prenant en compte une stratégie d'ensemble de l'entreprise. Par ailleurs, il décrit les étapes de développement des activités sur une période d'au moins 3 ans, les prévisions en matière de production et de commercialisation, le mode de production et de commercialisation, les contrats liés aux débouchés ainsi que les évolutions attendues sur l'économie de l'entreprise. Il prévoit le détail des investissements, leur impact sur l'environnement, leur financement et leur réalisation sur la période correspondant aux étapes du développement des activités. A minima, un compte de résultat prévisionnel est attendu.</p> <p><u>Devis</u></p> <p>Pour les dépenses comprises entre 2000 € HT et 90 000 € HT, 2 devis sont fournis.</p> <p>Pour les dépenses supérieures à 90 000 € HT, 3 devis sont fournis.</p> <p>Si le nombre de devis requis n'est pas joint au dossier, vous devez porter dans votre dossier les raisons pour lesquelles vous ne pouvez pas fournir les pièces.</p> <p>Attention : les différents devis présentés doivent correspondre à des dépenses équivalentes entre elles, et ne doivent pas provenir d'un même fournisseur/prestataire.</p> <p>Le bénéficiaire présente sa demande avec le nombre de devis nécessaires en fonction des dépenses, en indiquant à chaque fois l'offre qui est l'objet de son choix. Si le choix du bénéficiaire ne porte pas sur le devis le moins cher présenté, ce choix devra être argumenté et dûment justifié.</p> <p><u>PGE, PAD, PE et PDE-JA</u></p> <p>Les éléments minimaux des plans de développement sont détaillés à la section 8.1 du PDRG Sm.</p> <p><u>Attestations de régularité sociale et fiscale</u></p> <p>Si la demande d'aide est faite en année N, les attestations doivent prouver la régularité <u>à minima</u> en</p>

année N-1 ou en année N-2 si les documents ne sont pas encore disponibles auprès des services concernés pour l'année N-1.

Si l'entreprise emploie des salariés, la régularité des obligations sociales au regard des charges afférentes à ces emplois doit être également prouvée.

Concernant la régularité fiscale, le formulaire 3666 est rempli avec 1 ou 2 feuillets selon le régime d'imposition (IR ou IS). La régularité au titre de la TVA doit être prouvée sauf si le bénéficiaire est non assujetti (dans ce dernier cas, joindre l'attestation de non- assujettissement à la demande d'aide).

Les demandeurs bénéficiant d'un échéancier de paiement sont réputés s'être acquittés de leurs obligations.

## 9 – SUITE DE LA PROCEDURE

### Dépôt du dossier

Le formulaire de demande d'aide constitue à lui seul votre demande de subvention au titre des aides européennes FEADER et des aides nationales.

Vous adresserez ce formulaire et les pièces jointes au guichet unique et vous en conserverez un exemplaire, quel que soit le nombre de financeurs.

Le guichet unique enverra un récépissé de dépôt du dossier.

Par la suite, vous recevrez de la part du service instructeur, soit un courrier vous demandant des pièces justificatives manquantes, soit un courrier vous indiquant que votre dossier de demande de subvention est complet.

Après analyse de votre demande par les différents financeurs, vous recevrez, soit une décision juridique attributive de subvention, soit une lettre vous indiquant que votre demande est rejetée avec les motifs de rejet. En effet, les dossiers de demande de subvention sont étudiés par l'ensemble des financeurs au cours d'un comité qui décide de l'opportunité de financer ou non le projet.

### Sélection

#### a) Principes de sélection

**Des priorités sont définies au niveau régional en fonction d'un ou plusieurs enjeux économiques et environnementaux et en concertation avec les partenaires financiers locaux.**

La demande d'aide pourra être rejetée au motif que le projet ne répond pas aux priorités définies régionalement et au motif de l'indisponibilité des crédits affectés à cette mesure.

Les investissements doivent permettre de répondre aux enjeux du dispositif pour être éligibles, à savoir une adaptation des exploitations aux attentes du marché et une amélioration de leur compétitivité dans le respect de l'environnement.

De plus, l'investissement doit contribuer à l'amélioration de la performance globale et la durabilité de l'exploitation (obligations communautaires rattachées à l'investissement).

Conformément aux règlements de l'Union Européenne relatifs à la programmation du FEADER entre 2014 et 2020, une procédure de sélection des projets, basés sur des critères définis à la suite d'une consultation du Comité de suivi, est mise en œuvre.

Aussi, les dossiers sont sélectionnés selon deux procédures :

- appels à projets ;
- sélection des dossiers déposés tout au long de l'année avec des comités de sélection organisés périodiquement.

Dans les deux cas, les demandes seront notées sur la base d'une grille de sélection.

#### b) Critères de sélection

**La note minimale à atteindre est de 160 points.**

Critères de sélection	Conditions de notation	Coefficient (base 100)
Contribution à l'augmentation de la production et amélioration de la qualité	0 : pas d'augmentation de la production, pas d'amélioration de la qualité	7
	1 : augmentation de la production de moins de 10% ou amélioration légère de la qualité	



Critères de sélection	Conditions de notation	Coefficient (base 100)
	2 : Entreprise nouvelle, ou augmentation de la production de 10 à 20% ou amélioration significative de la qualité 3 : augmentation de la production supérieure à 20% ou amélioration importante de la qualité	
Diminution de la pénibilité, augmentation de l'ergonomie et de la sécurité	0 : aucune amélioration des conditions de travail 1 : Amélioration sur un aspect (diminution de la pénibilité ou augmentation de l'ergonomie ou réduction du temps dédié à la tâche) 2: Amélioration sur deux aspects 3: Amélioration sur tous les aspects du critère	13
Evolution potentielle de la main-d'œuvre et/ou contribution au maintien de l'activité	0 : diminution de l'activité et réduction de l'emploi 1 : (diminution de l'emploi et) maintien de l'activité 2 : maintien de l'activité et des emplois 3 : création d'emploi et augmentation de l'activité	13
Contribution à l'approvisionnement du marché local	0 : aucune contribution au marché local 1 : Maintien en quantité et qualité 2 : accroissement en qualité 3 : contribution en quantité et en qualité	13
Innovation (procédé ou produit)	0: sans objet 1: nouvelle technologie ou procédé innovant 2 : nouvelle technologie et procédé innovant 3 : nouveau produit ou produit innovant	13
Mise en valeur des savoirs-faire locaux	0 : aucune mise en valeur 1 : intégration de produits ou savoir-faire locaux 2 : intégration + mise en valeur de produits ou de savoir-faire locaux 3 : savoir-faire ou produit traditionnel oublié ou abandonné	13
Description des innovations proposées et pertinence	0 : pas d'innovation marketing ou organisationnelle 1 : mise en œuvre d'innovation marketing <b>ou</b> organisationnelle 2 : mise en oeuvre d'innovation marketing <b>et</b> organisationnelle 3 : mise en oeuvre d'innovation marketing et organisationnelle +++	7
Mise en place d'équipements réduisant les effluents (liquide, gaz, poussières, solide)	0 : Effet nocif sur l'environnement, le climat ou le bien être animal 1 : Equipements permettant un impact réduit sur l'environnement et le climat 2 : pas d'impact sur l'environnement et le climat 3 : bénéfique à l'environnement, au climat et au bien-être animal	7
Contribution à la réduction de la consommation d'énergie et/ou à la production d'énergie renouvelable	0 : Aucune contribution 1 : réduction de la consommation 2 : production d'énergie renouvelable	14

Critères de sélection	Conditions de notation	Coefficient (base 100)
	3: réduction de la consommation et production d'énergie renouvelable	

## Délai de réalisation du projet

Ces délais sont généralement précisés dans la décision attributive de subvention. Dans le cas de ce type d'opération, vous disposez de 24 mois à compter de la date de notification de la décision attributive de l'aide pour terminer votre projet.

En cas de risque de non-respect de ce délai, le bénéficiaire devra en informer le service instructeur 2 mois avant la date prévue d'achèvement du projet.

Toute prorogation du délai de réalisation défini dans la décision juridique d'octroi de l'aide devra faire l'objet d'un avenant à cette décision.

## 10 – CONTROLES ET CONSEQUENCES FINANCIERES EN CAS DE NON-RESPECT DE VOS ENGAGEMENTS

### Modalité des contrôles

#### Des contrôles sont réalisés à différentes étapes de la vie d'un dossier

##### ► Les contrôles administratifs

Le service instructeur vérifie au moment du dépôt de la demande d'aide les conditions d'éligibilité du bénéficiaire, du projet et des coûts. Il s'assure du caractère raisonnable des dépenses et applique les critères de sélections.

Pour chaque demande de paiement, il vérifie la conformité de la réalisation de l'opération au regard de la décision juridique et des règles communautaires et nationales en vigueur. Le service instructeur peut réaliser des visites lors de l'instruction des différentes demandes de paiement.

Une visite sur place peut être réalisée avant la mise en paiement du solde. A ce stade, le service instructeur vérifie la réalisation des investissements et la conformité des différents engagements et déclarations.

##### ► Le contrôle sur place

Le contrôle est réalisé par l'Agence de Services et de Paiement (ASP) sur un échantillonnage de dossiers. À partir du moment où il a été sélectionné, un dossier fait l'objet d'un contrôle sur place après information du bénéficiaire.

Le contrôle porte sur l'éligibilité de votre demande, la réalisation de votre projet et sur vos engagements. A l'issue du contrôle, vous serez invité à signer et, le cas échéant, à compléter par vos observations, le compte-rendu dont vous garderez un exemplaire.

Le contrôle sur place peut intervenir jusqu'à 5 ans après le paiement final de l'aide

### ATTENTION

Le refus de contrôle peut faire l'objet de sanctions.

En cas d'irrégularité, de non-conformité de votre demande ou de non-respect de vos engagements, le remboursement total ou partiel des sommes perçues pourra être exigé, éventuellement assorti d'intérêts et de pénalités financières.

### Sanctions en cas d'anomalies

En cas de non respect, sauf cas de force majeure, des conditions d'octroi de l'aide et des engagements pris notamment en ce qui concerne le respect des conditions minimales requises dans les domaines de l'hygiène et du bien-être des animaux et de l'environnement, vous êtes susceptibles de procéder au remboursement du montant d'aide versé majoré des intérêts au taux légal en vigueur et assorti d'une pénalité conformément au disposition du règlement d'exécution (UE) n° 809/2014 de la Commission du 17 juillet 2014.

## 11 – TRAITEMENT DE L'INFORMATION

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à instruire votre dossier de demande d'aide. Les destinataires des données sont le Ministère en charge de l'agriculture, de l'agro-alimentaire, et de la forêt, l'Agence de Services et de Paiement et la Région Guadeloupe.

Conformément à la loi «informatique et libertés» n°78-17 du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent.

Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication des informations vous concernant, veuillez vous adresser à Cellule Europe Partenariale.

### **Conseil Régional de Guadeloupe**

Direction de l'Agriculture, de la Pêche et du Développement Rural (DAPDR)

Service de l'agriculture et de l'agro-alimentaire

97 100 Basse-Terre

Tel : 0590 80 40 40

Mèl : [benjamin.moustache@cr-guadeloupe.fr](mailto:benjamin.moustache@cr-guadeloupe.fr)

## **ANNEXE 1**

### **Produits inscrits à l'annexe 1 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne (TFUE)**

- Chapitre 1 .....animaux vivants  
Chapitre 2 .....Viandes et abats comestibles  
Chapitre 3 .....Poissons, crustacés et mollusques  
Chapitre 4 .....Lait et produits de la laiterie; oeufs d'oiseaux; miel naturel  
Chapitre 5  
05.04.....Boyaux, vessies et estomacs d'animaux, entiers ou en morceaux, autres que ceux de poissons  
05.15.....Produits d'origine animale, non dénommés ni compris ailleurs; animaux morts des chapitres 1 ou 3, impropres à la consommation humaine  
Chapitre 6 .....Plantes vivantes et produits de la floriculture  
Chapitre 7 .....Légumes, plantes, racines et tubercules alimentaires  
Chapitre 8 .....Fruits comestibles; écorces d'agrumes et de melons  
Chapitre 9 .....Café, thé et épices, à l'exclusion du maté (no 0903)  
Chapitre 10 .....Céréales  
Chapitre 11 .....Produits de la minoterie; malt; amidons et féculés; gluten; inuline  
Chapitre 12 .....Graines et fruits oléagineux; graines, semences et fruits divers; plantes industrielles et médicinales; pailles et fourrages  
Chapitre 13  
ex13.03 .....Pectine  
Chapitre 15  
15.01.....Saindoux et autres graisses de porc pressées ou fondues; graisse de volailles pressée ou fondue  
15.02.....Suifs (des espèces bovine, ovine et caprine) bruts ou fondus, y compris les suifs dits "premiers jus"  
15.03.....Stéarine solaire; oléo-stéarine; huile de saindoux et oléomargarine non émulsionnée, sans mélange ni aucune préparation  
15.04.....Graisses et huiles de poissons et de mammifères marins même raffinées  
15.07.....Huiles végétales fixes, fluides ou concrètes, brutes, épurées ou raffinées  
15.12.....Graisses et huiles animales ou végétales hydrogénées, même raffinées mais non préparées  
15.13.....Margarine, simili-saindoux et autres graisses alimentaires préparées  
15.17.....Résidus provenant du traitement des corps gras ou de cires animales ou végétales  
Chapitre 16 .....Préparations de viandes, de poissons, de crustacés et de mollusques  
Chapitre 17  
17.01.....Sucres de betterave et de canne, à l'état solide  
17.02.....Autres sucres; sirops; succédanés du miel, même mélangés de miel naturel; sucres et mélasses caramélisés  
17.03.....Mélasses, même décolorées  
17.05.....Sucres, sirops et mélasses aromatisés ou additionnés de colorants (y compris le sucre vanillé ou vanilliné), à l'exception des jus de fruits additionnés de sucre en toutes proportions  
Chapitre 18  
18.01.....Cacao en fèves et brisures de fèves, brutes ou torréfiées  
18.02.....Coques, pelures, pellicules et déchets de cacao  
Chapitre 20 .....Préparations de légumes, de plantes potagères, de fruits et d'autres plantes ou parties de plantes  
Chapitre 22  
22.04.....Moûts de raisins partiellement fermentés, même mutés autrement qu'à l'alcool  
22.05.....Vins de raisins frais; moûts de raisins frais mutés à l'alcool (y compris les mistelles)  
22.07.....Cidre, poiré, hydromel et autres boissons fermentées  
ex22.08 .....Alcool éthylique, dénaturé ou non, de tous titres, et obtenu à partir de produits agricoles figurant à l'annexe I du traité,  
ex22.09 .....à l'exclusion des eaux-de-vie, liqueurs et autres boissons spiritueuses, préparations alcooliques composées (dites "extraits concentrés") pour la fabrication de boissons  
ex22.10 .....Vinaigres comestibles et leurs succédanés comestibles  
Chapitre 23 .....Résidus et déchets des industries alimentaires; aliments préparés pour animaux  
Chapitre 24  
24.01.....Tabacs bruts ou non fabriqués; déchets de tabac  
Chapitre 45  
45.01.....Liège naturel brut et déchets de liège; liège concassé, granulé ou pulvérisé  
Chapitre 54  
54.01.....Lin brut, roui, teillé, peigné, ou autrement traité, mais non filé; étoupes et déchets (y compris les effilochés)  
Chapitre 57  
57.01.....Chanvre (Cannabis sativa) brut, roui, teillé, peigné ou autrement traité, mais non filé; étoupes et déchets (y compris les effilochés)